



**PRÉFET
DES ALPES-
MARITIMES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Alpes-Maritimes et du Var
Immeuble Nice Leader – Tour Hermès
64 route de Grenoble
06200 NICE

Nice, le 17/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BETON VICAT

217 ROUTE DE GRENOBLE
06200 Nice

Références : [2025_34](#)
Code AIOT : 0006412461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2024 dans l'établissement BETON VICAT implanté ZAC DES CLAUSONNES lieu dit chemin des Clausonnes 06560 Valbonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à une plainte déposée par des riverains en février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BETON VICAT
- ZAC DES CLAUSONNES lieu dit chemin des Clausonnes 06560 Valbonne
- Code AIOT : 0006412461
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La nature de l'activité de l'installation exploitée par la société Béton Vicat est la production de béton prêt à l'emploi. Cette activité est enregistrée par l'arrêté préfectoral n°15160 du 01/08/2016.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Distances d'éloignement	Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 4-7-8	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 44, 46, 48 et 60	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Emissions sonores	Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 52 et 55	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 28	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Émissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 42	Sans objet
7	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 27	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre un certain nombre d'éléments à savoir les plans à jour, les résultats des mesures de poussières et bruit et statuer sur l'interdiction d'accès aux personnes étrangères à l'installation, ainsi que sur la distance d'éloignement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/08/2016, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation de l'établissement
Prescription contrôlée :
L'installation enregistrée est située sur la commune, parcelles et lieu-dit suivants : Commune

Parcelles Lieu-dit Valbonne N° 78, 79 pour partie et 127 - Section AS « Chemin des Clausonnes » Un plan de situation de l'établissement tenu à jour est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'installation de la centrale à béton a été enregistrée par l'arrêté préfectoral n°15160 du 01/08/2016. Elle a été effectivement mise en service le 18/12/2019 (après autorisation de prorogation du délai de mise en service). Le 24 juillet 2019, l'exploitant avait transmis un porter à connaissance qui porte sur la modification de la configuration des cases au sol pour le stockage des granulats sur la plate-forme supérieure. Il avait été demandé à l'exploitant d'actualiser le dossier initial d'enregistrement par la mise à jour des plans à l'échelle 1/2 500, des abords de l'installation jusqu'à une distance au moins égale à 100 m et le plan d'ensemble à l'échelle 1/200. Les plans n'ont pas été transmis. L'Inspection a demandé à l'exploitant de transmettre les plans de situation à jour faisant apparaître clairement les parcelles et les limites de propriété, ainsi que la distance d'éloignement de 20 m. L'exploitant indique par courriel du 19/12/2024 qu'ils seront transmis dès finalisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Distances d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 5
Thème(s) : Autre, Distances d'éloignement
Prescription contrôlée : L'installation de fabrication de béton prêt à l'emploi est implantée à une distance minimale de 20 mètres des limites du site.
Constats : Le dossier d'enregistrement indique que l'axe du malaxeur se situe à 20 m des limites de propriété. Néanmoins il n'est pas possible de vérifier cette information en l'absence de plan transmis (cf point de contrôle ci-dessus).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 4-7-8
Thème(s) : Risques chroniques, Intégration dans le paysage et accès
Prescription contrôlée : Article 7 L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage, notamment pour améliorer l'intégration paysagère des silos élevés. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier. Article 4 Sous réserve du respect de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables, l'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant le 11 décembre 2015, complété en dernier lieu le 22 mars 2016. Article 8 Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.
Constats : Le dossier d'enregistrement indique que le site est entièrement clôturé. Ce sujet avait fait l'objet d'un arrêté de mise en demeure du 09/01/2021 pour lequel l'exploitant avait apporté les actions correctives adéquates qui avaient été contrôlées lors de la visite du 23/02/2022, notamment la construction d'un mur de gabion. Le dossier de demande d'enregistrement indiquait en effet que sur le côté Est du site, la clôture sera sous forme d'un mur de gabion doublée d'un rideau végétal composé d'arbres à hautes tiges permettant de réduire l'impact visuel. Le rideau végétal n'est pas présent mais une forêt sépare le site des premières habitations. Le jour de la visite, il a été demandé à l'exploitant d'indiquer dans le plan cité aux points de constats précédents la présence des clôtures, portail, interdiction d'accès notamment vis-à-vis du terrain situé derrière le mur gabion qui semble utilisé par des tiers. En effet une servitude est présente à l'intérieur du périmètre enregistré. Or l'Inspection a rappelé que "Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations." Le plan n'a pas encore été transmis. Par ailleurs l'exploitant devra statuer sur la présence de la servitude vis-à-vis de cette prescription. Les abords de l'installation sont en bon état de propreté. Le jour de la visite de l'eau est présente sur le sol de l'installation dû aux opérations de nettoyage en cours. L'exploitant a transmis par courriel du 19/12/2024 les photos attestant de la fin des opérations de nettoyage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Emissions dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 42
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions dans l'air
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (réceptacles, silos, bâtiments fermés...). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements, dépoussiéreurs...). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, par exemple) que de l'exploitation sont mises en œuvre.
Constats : Il n'y a pas de rejet canalisé à l'exception des événements des silos de stockage du béton. Dans son dossier d'enregistrement, l'exploitant indique que les ciments sont stockés dans 5 silos, dont chacun est équipé d'un système de filtration, ce qui a été constaté sur site. Les différentes bandes transporteuses et stockages sont entièrement capotés. L'Inspection ne constate pas de poussière pouvant gêner le voisinage le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 44 , 46, 48, 60
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Article 44 L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets.

Dans tous les cas, la vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur l'installation classée ou dans son environnement proche. A défaut, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées et maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 46

[...]Les mesures de retombées de poussières sont réalisées selon la méthode des plaquettes qui consiste à recueillir les poussières, conformément aux dispositions de la norme NF X 43-007, version décembre 2008.

Article 48

[...]Dans le cas des émissions diffuses de poussières, un réseau de plaquettes permettant de mesurer les retombées des poussières dans l'environnement est mis en place en périphérie de l'installation.

Article 60

[...]Concernant les émissions diffuses, l'exploitant adresse annuellement à l'inspection des installations classées un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.

Constats :

Les mesures de retombées de poussières ont été effectuées pour la site Granulats Vicat situé à proximité, mais pas pour l'installation de production de béton. L'exploitant indique que les mesures de retombées de poussières vont être lancées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Emissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 52 et 55

Thème(s) : Risques chroniques, Bruits

Prescription contrôlée :

Article 52

Les mesures d'émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : Niveau d'émergence De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe I du présent arrêté, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Article 55

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée, en limite de propriété et en zone à émergence réglementée, par une personne ou un organisme qualifié, selon les modalités suivantes :

Pour les établissements existants :

- la fréquence des mesures est au minimum annuelle ;
- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures pourra être au minimum trisannuelle ;
- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures devra être de nouveau au minimum annuelle.

Constats :

L'installation fait l'objet de plaintes des mêmes riverains depuis plusieurs années. Une nouvelle plainte a été réceptionnée par la DREAL en février 2024 et porte notamment sur les nuisances sonores. Le plaignant transmet notamment un échange de courrier avec la société Vicat qui précise avoir pris en compte les remarques du plaignant et prévu notamment des mesures de réduction du bruit. Le dossier d'enregistrement indique que le site fonctionnera uniquement en semaine du lundi au vendredi et en journée (pas de période nocturne).

L'exploitant indique sur place que les horaires d'ouverture du site sont 6h30-18h et qu'il a apporté des actions correctives pour diminuer le bruit au maximum (par exemple absence d'utilisation de hauts parleurs, absence de klaxon...)

Les dernières mesures de bruit datent de 2022. Les mesures de bruit n'ont pas été réalisées annuellement pour l'installation de béton. L'exploitant indique qu'elles vont être relancées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 27

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

[...]

L'utilisation et le recyclage des eaux pluviales sont privilégiés dans les procédés d'exploitation, de nettoyage des installations, le lavage des camions (toupies), des pistes, etc., pour limiter et réduire le plus possible la consommation d'eau.

Les eaux de procédé et de nettoyage sont recyclées.

La quantité maximale d'eau consommée par mètre cube de béton prêt à l'emploi fabriqué est au plus de 400 l/m³, à l'exclusion de l'eau utilisée pour l'arrosage des pistes et des espaces verts.

Constats :

Dans le dossier d'enregistrement, l'exploitant mentionne que le site est exclusivement alimenté en eau de ville et que la consommation annuelle totale du site est de 100m³ en eau sanitaire et en eau de process de 9600m³.

L'exploitant reprend les eaux usées de process et de lavage des camions toupies pour les réemployer. Il a par ailleurs installé un forage pour prélèvement dans les eaux souterraines (dossier de déclaration loi sur l'eau du 12/04/2019).

L'exploitant a transmis par courriel du 19/12/2024 la fiche de suivi des consommations d'eau qui montre pour l'année 2024 une consommation totale d'eau de 9136 m³, soit un ratio de 230m³/t conforme à la réglementation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 08/07/2011, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les ouvrages de prélèvement dans le milieu naturel sont conformes à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé [...]

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé dépasse 100 m³/j, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier d'exploitation.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.
[...]

Constats :

L'exploitant suit le débit de prélèvement de façon mensuelle (<100m³/j).
Par contre, l'installation n'est pas conforme à l'arrêté du 11 septembre 2003, notamment concernant le dépassement du tubage, la largeur de la margelle, l'indication du piézomètre ...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois